

Rapport de jury

Examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle

Session 2022

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
MINISTÈRE DE LA CULTURE

*Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche
Collège Bibliothèques, documentation, livre et lecture publique*

EXAMENS PROFESSIONNELS POUR L'AVANCEMENT AUX GRADES

DE BIBLIOTHÉCAIRE ASSISTANT SPÉCIALISÉ

DE CLASSE SUPÉRIEURE ET DE CLASSE EXCEPTIONNELLE

Session 2022

Rapport du jury

par

Olivier CAUDRON

Inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche

Président du jury pour la classe supérieure

avec Stéphanie GROUDIEV

Conservatrice générale des bibliothèques

Vice-présidente du jury

et

Odile GRANDET

Inspectrice générale de l'éducation, du sport et de la recherche

Présidente du jury pour la classe exceptionnelle

et Thierry GROGNET

Inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche

Vice-président du jury

SOMMAIRE

Introduction	7
1. Cadre général des examens	7
1.1. Les textes.....	7
1.2. L'organisation administrative et le calendrier	8
1.3. Dispositions particulières en temps de pandémie.....	9
1.4. Principales données chiffrées	10
1.5. Les candidats	12
1.5.1. <i>La répartition hommes/femmes</i>	12
1.5.2. <i>La répartition par tranche d'âge</i>	12
1.5.3. <i>La répartition par diplôme</i>	13
1.5.4. <i>La répartition par académie</i>	15
2. Les épreuves et les résultats	16
2.1. Épreuve d'admissibilité	16
2.2. Épreuve orale d'admission	20
Conclusion	23
Annexes	25

Introduction

Les examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle ont été organisés en 2022 suivant les modalités instaurées par l'arrêté du 21 mai 2013 concernant l'épreuve d'admissibilité, qui a substitué à une épreuve de facture plus classique (questions, étude de cas...) la notation des dossiers de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP).

Comme pour les rapports de jury des précédentes sessions, les deux présidents de jury ont estimé préférable de proposer un unique document pour les deux examens, pour deux raisons principales : il s'agit dans les deux cas d'un avancement de grade au sein d'un corps unifié depuis le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 et les commentaires ou recommandations valent, dans une très large mesure, tant pour la classe supérieure que pour la classe exceptionnelle, aussi bien pour les dossiers de RAEP que pour les épreuves orales.

1. Cadre général des examens

1.1. Les textes

Les jurys ont estimé utile de rappeler dans ce rapport les textes statutaires relatifs aux missions susceptibles d'être confiées aux bibliothécaires assistants spécialisés de classe supérieure ou exceptionnelle, avant de détailler les remarques, appréciations, suggestions issues de la session 2022 des examens professionnels.

Le décret n° 2011-1140 du 21 septembre 2011 (JORF du 23 septembre suivant) portant statut particulier des bibliothécaires assistants spécialisés décrit ainsi leurs missions, à l'article 3 :

« I. Les bibliothécaires assistants spécialisés effectuent des tâches spécialisées dans le domaine du traitement et de la conservation des collections de toute nature ainsi que dans celui de la gestion documentaire. Ils mettent les ressources documentaires à la disposition du public. Ils accueillent, renseignent et informent les usagers.

« Ils peuvent en outre être chargés de la gestion des magasins, des lieux accessibles au public et des matériels, notamment des matériels d'accès à l'information. Ils ont vocation à encadrer les personnels chargés du magasinage. Ils peuvent se voir confier des fonctions touchant à la sécurité des personnes, des locaux et des collections ».

Ce même article précise la nature des missions pouvant être confiées aux bibliothécaires assistants spécialisés de classes supérieure et exceptionnelle :

« II. Les bibliothécaires assistants spécialisés de classe supérieure et les bibliothécaires assistants spécialisés de classe exceptionnelle ont vocation à effectuer des tâches spécialisées exigeant une qualification professionnelle particulière.

« Ils peuvent notamment assurer le signalement et l'indexation des documents, effectuer des recherches bibliographiques et documentaires, coordonner les travaux techniques courants. Ils participent à l'accueil des utilisateurs, à leur formation et à la formation professionnelle dans leur domaine de

compétence, ainsi qu'à des tâches liées à l'action culturelle et à la valorisation des fonds. Ils participent à l'accueil du public ».

Les examens professionnels visent par conséquent à mesurer quelles sont les compétences et connaissances acquises par les agents dans leur parcours professionnel, quel qu'il soit, et leur capacité à remplir de nouvelles missions après obtention de l'examen, le cas échéant au sein d'un autre type de bibliothèque que celle où ils se trouvent actuellement en poste.

L'espace statutaire instauré par le décret du 11 novembre 2009, ainsi que le prévoit l'article 18 du décret portant statut des bibliothécaires assistants spécialisés, détermine les conditions d'accès aux deux grades via les examens professionnels.

L'arrêté du 1^{er} février 2012 (JORF du 29 février), modifié par celui du 21 mai 2013 (JORF du 11 juin), fixe les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des deux examens. Chacun comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve orale d'admission, lesquelles se fondent toutes deux sur le dossier de RAEP.

Les arrêtés du 11 août 2021 (JORF du 25 août) ont autorisé l'ouverture d'un examen professionnel dans les deux grades au titre de 2022. Les arrêtés du 29 novembre 2021 (JORF du 4 décembre) ont fixé le nombre de postes offerts : 32 pour la classe supérieure, 33 pour la classe exceptionnelle, contre respectivement 20 et 25 postes l'année précédente.

1.2. L'organisation administrative et le calendrier

L'organisation des examens professionnels a été prise en charge comme à l'habitude par le bureau DGRH D5, bureau des concours des personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé, des bibliothèques, des ITRF et des personnels de direction, des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR) et des inspecteurs de l'éducation nationale (IEN), de la Direction générale des ressources humaines du MENJ-MESRI.

Les deux jurys ont été nommés par arrêtés du 25 octobre 2021 pour la classe supérieure, du 17 novembre 2021 pour la classe exceptionnelle. Le jury d'examen pour la classe supérieure était présidé par M. Olivier Caudron, celui pour la classe exceptionnelle par Mme Odile Grandet, tous deux inspecteurs généraux de l'éducation, du sport et de la recherche.

Les jurys, 6 personnes pour la classe supérieure (3 femmes, 3 hommes) et 14 pour la classe exceptionnelle (8 femmes, 6 hommes), comprenaient, outre des inspecteurs généraux, trois conservateurs généraux, quatre conservateurs, un bibliothécaire et neuf bibliothécaires assistants spécialisés de classe exceptionnelle, en fonction dans plusieurs types de bibliothèques relevant de l'enseignement supérieur ou de la culture, situées dans plusieurs académies. La parité et la représentativité des jurys étaient ainsi assurées pour les deux examens professionnels.

Tableau 1 – Répartition des membres du jury (classe supérieure)

Bibliothécaire	1
BIBAS	2
Conservateur	1
Conservateur général	1
IGÉSR	1
TOTAL	6

Tableau 2 – Répartition des membres du jury (classe exceptionnelle)

BIBAS	7
Conservateurs	3
Conservateurs généraux	2
IGÉSR	2
TOTAL	14

Les candidats disposaient de la période comprise entre le 12 octobre et le 10 novembre 2021 pour s’inscrire, leur dossier de RAEP devant être adressé à l’administration au plus tard le 23 novembre suivant.

Pour cette session, les calendriers des deux examens ont été très proches :

Tableau 3 – Calendrier d’organisation de la session 2022 des examens

Arrêtés d’ouverture des examens	11 août 2021
Clôture des inscriptions	10 novembre 2021
Arrêtés de nomination des jurys	
- classe supérieure	25 octobre 2021
- classe exceptionnelle	17 novembre 2021
Arrêtés fixant le nombre de postes	29 novembre 2021
Notation des dossiers de RAEP pour l’admissibilité	8 décembre 2021
Consultation des dossiers de RAEP préalable à l’oral (sans objet pour la classe supérieure car réalisée à distance)	6 janvier 2022
Epreuves orales d’admission	11-13 janvier 2022
Délibération finale des jurys	13 janvier 2022

1.3. Dispositions particulières en temps de pandémie

Les épreuves orales s’étant déroulées pendant la pandémie due au virus Covid-19, les conséquences pour les candidats comme pour les membres des jurys ont été anticipées et régulées par la DGRH et par les présidences de jury. Un strict protocole a été appliqué pour toutes les auditions : port du masque, nettoyage des mobiliers entre deux candidats, ventilation des lieux et régulation de la circulation des personnes. Les présidents remercient tout particulièrement la DGRH pour la

préparation des auditions qui ont nécessité davantage d'attention qu'en temps normal : circulation des candidats, réunion de jury, matériel mis à disposition (masques, gel hydro-alcoolique, matériel de nettoyage). Chaque jury a désigné en son sein un référent Covid-19 pour suivre au jour le jour l'évolution de la situation.

1.4. Principales données chiffrées

À la date de clôture des inscriptions, 58 candidats s'étaient inscrits à l'examen pour la classe supérieure¹ (44 en 2021), 93 à celui pour la classe exceptionnelle (105 en 2021). Le nombre d'inscrits marquait cette année une augmentation pour la classe supérieure, dépassant même le niveau des années 2018 et 2020 et confirmant une tendance générale orientée à la hausse. En revanche, celui des inscrits pour la classe exceptionnelle marquait une nouvelle baisse, cette tendance à une érosion non négligeable pouvant s'expliquer par l'étiage progressivement atteint suite à la fusion des deux corps préexistants de la catégorie B, par le double jeu des promotions et des réussites à l'examen professionnel.

Le nombre de dossiers de RAEP transmis par les candidats se montait à 39 pour la classe supérieure (28 en 2021, 34 en 2020, 37 en 2019, 41 en 2018) et à 89 pour la classe exceptionnelle (83 en 2021, 88 en 2020, 108 en 2019, 120 en 2018). Nombre d'inscrits n'ont donc pas fait parvenir leur dossier de RAEP dans le délai imposé, ou ont choisi de s'abstenir.

On constate pour cette session une nette remontée du nombre de dossiers de RAEP transmis pour la classe supérieure, ainsi que pour la classe exceptionnelle.

La recevabilité des candidatures est examinée par la DGRH pour les seuls candidats admissibles.

Tableau 4 - Données chiffrées sur l'organisation des examens 2022 (rappel 2021)

<i>Bibliothécaires assistants spécialisés</i>	Classe supérieure	Classe exceptionnelle
Postes offerts	32 (20)	33 (25)
Candidats inscrits	58 (44)	93 (105)
Candidats ayant remis leur dossier	39 (28)	89 (83)
Candidats admissibles	35 (24)	84 (76)
Candidats admis	32 (20)	33 (25)

¹ Deux d'entre eux ont été promus au tableau d'avancement avant l'épreuve d'admissibilité.

Tableau 5 - Évolution des données chiffrées sur dix ans

	Classe supérieure				Classe exceptionnelle			
	Inscrits	Dossiers	Admissibles	Admis	Inscrits	Dossiers	Admissibles	Admis
2012	89	38	22	9	501	299	95	36
2013	50	24	19	12	324	231	94	43
2014	51	34	27	13	320	249	104	39
2015	44	31	28	14	252	178	96	37
2016	46	36	29	16	199	143	93	36
2017	48	36	26	17	171	136	90	35
2018	56	41 ²	30	20	160	120	90	32
2019	50	37	24	19	150	108	83	29
2020	56	34	24	18	113	88	75	25
2021	44	28	24	20	105	83	76	25
2022	58	39	35	32	93	89	84	33

L'évolution globale des données chiffrées durant les onze années d'existence des examens professionnels de la catégorie B invite à opérer une distinction entre les classes supérieure et exceptionnelle, mais elle montre également un resserrement progressif des écarts quantitatifs observés entre les deux examens professionnels. Le nombre de postes offerts de part et d'autre à cette session est du reste équivalent à une unité près.

Pour ce qui concerne la classe supérieure, hormis l'année 2012 qui a vu l'ouverture de cet examen professionnel, le chiffre des inscrits est globalement orienté à la hausse sur la durée. Le nombre d'inscriptions dépasse désormais régulièrement la cinquantaine, pour 30 à 40 dossiers de RAEP reçus. Le taux de réussite, déjà élevé précédemment, s'est encore accru lors de la session 2022 grâce au rehaussement du taux de promotion à 18 % : ainsi, à cette session, 82 % des candidats ayant remis un dossier ont été admis.

S'agissant de la classe exceptionnelle, la poursuite de la diminution du nombre d'inscrits et du nombre de dossiers reçus³ aboutit à des perspectives plus engageantes pour les candidats que lors de la création de l'examen professionnel, malgré une baisse tendancielle régulière du nombre de postes proposés, toutefois compensée en 2022 pour retrouver le niveau de 2017-2018. En 2022, un candidat ayant remis un dossier avait presque 40 % de chance d'être admis, contre 12 % en 2012.

Tableau 6 - Pourcentage d'admissibles et d'admis 2022 (rappel 2021)

	Classe supérieure	Classe exceptionnelle
Admissibles/nombre de dossiers	89,7 % (85,7 %)	94 % (91 %)
Admis/nombre de dossiers	82,1 % (71,4 %)	37 % (30 %)

² Dont un dossier irrecevable.

³ Pour la première fois en 2022, le nombre d'inscrits pour la classe exceptionnelle passe sous la barre symbolique de la centaine : c'est trois fois moins que lors des premières sessions, l'année de création mise à part.

1.5. Les candidats

La DGRH établit des données statistiques pour chaque concours ou examen. S'agissant des deux examens professionnels concernés, elles se fondent depuis la session 2016 sur le nombre de dossiers de RAEP reçus, ce qui permet d'avoir une vision des résultats en adéquation avec l'examen tel qu'il s'est déroulé (auparavant, les données ne pouvaient être ramenées qu'au chiffre des inscrits).

1.5.1. La répartition hommes/femmes

Les femmes constituent la grande majorité des candidats dans les deux examens. Pour la classe supérieure, elles représentent 78 % des lauréats, soit presque autant qu'à la session précédente (80 %).

La féminisation est tout aussi forte pour la classe exceptionnelle, malgré un léger rééquilibrage constaté lors de la session 2022 : les femmes y représentent près de 80 % des candidats ayant remis un dossier, le chiffre est similaire pour les admissibles, et près de 82 % des admis sont des lauréates.

Tableau 7 - Répartition hommes/femmes

	Classe supérieure			Classe exceptionnelle		
	Dossiers	Admissibles	Admis	Dossiers	Admissibles	Admis
Femmes	29	26	25	68	65	27
%	74,40%	74,30%	78,10%	76,40%	77,30%	81,80%
Hommes	10	9	7	21	19	6
%	25,60%	25,70%	21,90%	23,60%	22,70%	18,20%
Total	39	35	32	89	84	33

1.5.2. La répartition par tranche d'âge

Tableau 8 - Classe supérieure : répartition par tranche d'âge

	Dossiers		Admissibles		Admis	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1960	1	2,6 %	0	-	-	-
1961-1965	2	5,1 %	1	2,9 %	1	3,1 %
1966-1970	7	17,9 %	7	20 %	5	15,6 %
1971-1975	7	17,9 %	7	20 %	7	21,9 %
1976-1980	6	15,4 %	5	14,3 %	4	12,5 %
1981-1985	10	25,6 %	10	28,6 %	10	31,3 %
1986-1990	6	15,4 %	5	14,3 %	5	15,6 %
Total	39	100 %	35	100 %	32	100 %
Moyenne d'âge	44,8 ans		44,4 ans		43,9 ans	

S'agissant de la classe supérieure, la moyenne d'âge des candidats, des admissibles et des admis a un peu baissé, de respectivement 4,7, 3,6 et 2,9 années. L'éventail des âges des candidats est resté large, réparti sur 30 ans ; les lauréats sont nés entre 1964 et 1990.

Tableau 9 - Classe exceptionnelle : répartition par tranche d'âge

	Dossiers remis		Admissibles		Admis	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1961-1965	6	6,7 %	6	7,1 %	2	6 %
1966-1970	17	19,1 %	15	17,8 %	5	15,2 %
1971-1975	27	30,5 %	25	29,8 %	11	33,4 %
1976-1980	24	26,9 %	23	27,4 %	8	24,2 %
1981-1985	14	15,7 %	14	16,7 %	6	18,2 %
1986	1	1,1 %	1	1,2 %	1	3 %
Total	89	100 %	84	100 %	33	100 %
Moyenne d'âge	47,7 ans		47,5 ans		46,9 ans	

En ce qui concerne la classe exceptionnelle, la moyenne d'âge des inscrits ayant remis un dossier atteint 47,7 ans ; celle des admis est à peine inférieure, avec 46,9 ans. De manière générale, l'âge moyen des candidats de la session 2022 est un peu supérieur à celui de la précédente (moyenne d'âge des admis en 2021 : 43,2 ans). Les années de naissance des candidats ayant remis un dossier s'étendent de 1961 à 1986 ; il en va de même pour les admis. Les candidats nés entre 1971 et 1980 représentent quelque 57 % des inscrits avec dossier, des admissibles, et des admis.

1.5.3. La répartition par diplôme

Depuis la session 2016, les renseignements concernant les titres et diplômes des candidats ont été demandés lors de l'inscription aux deux examens professionnels. Les niveaux de diplôme s'appuient sur la nomenclature établie par l'Éducation nationale en relation avec le Cadre national des certifications professionnelles :

Niveau 3 : CAP, BEP ;

Niveau 4 : baccalauréat général, technologique ou professionnel ;

Niveau 5 : diplômes de niveau bac +2 (DUT, DEUST, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales...);

Niveau 6 : bac +3 (licence, licence professionnelle...) ou bac +4 (maîtrise, master 1) ;

Niveau 7 : bac +5 (master, DEA, DESS, diplôme d'ingénieur...)

Niveau 8 : bac +8 (doctorat, habilitation à diriger des recherches...);

Autres diplômes : professeur certifié, professeur des écoles, cadres du secteur privé justifiant de cinq années de pratique professionnelle.

Tableau 10 – Classe supérieure : répartition par titre et diplôme

	Titre	Dossiers	%	Admissibles	%	Admis	%
Niveau 8	Doctorat	1	2,6 %	1	2,9 %	1	3,1 %
Niveau 7	Master	8	20,5 %	7	20 %	7	21,9 %
-	DEA DESS	1	2,6 %	1	2,9 %	1	3,1 %
Niveau 6	Maîtrise	7	17,9 %	7	20 %	6	18,8 %
-	Licence	8	20,5 %	7	20 %	6	18,8 %
Niveau 5	DEUG, BTS, DUT	6	15,4 %	5	14,3 %	5	15,6 %
Niveau 4	BAC général	6	15,4 %	5	14,3 %	4	12,5 %
-	Diplôme classé niveau 4	2	5,1 %	2	5,7 %	2	6,2 %
Total		39	100 %	35	100 %	32	100 %

On relève l'étalement des niveaux de titres et diplômes parmi les candidats et parmi les admis, du niveau 4 jusqu'au niveau 8. Les sept dossiers écartés se rattachent à différents niveaux. Les 2/3 des lauréats détiennent un diplôme supérieur à bac +2.

Tableau 11 – Classe exceptionnelle : répartition par titre et diplôme

	Titre	Dossiers	%	Admissibles	%	Admis	%
Niveau 8	Doctorat	2	2,2 %	2	2,4 %	1	3 %
Niveau 7	Master	10	11,2 %	10	11,9 %	3	9 %
-	DEA DESS	6	6,7 %	6	7,1 %	3	9 %
Niveau 6	Maîtrise	18	20,3 %	16	19 %	5	15,3 %
-	Licence	26	29,3 %	26	31 %	10	30,4 %
Niveau 5	DEUG, BTS, DUT	13	14,8 %	11	13,1 %	6	18,3 %
Niveau 4	BAC techno /pro	1	1,1 %	1	1,2 %	0	-
-	BAC général	7	7,8 %	6	7,1 %	2	6 %
Niveau 3	CAP et assimilés	2	2,2 %	2	2,4 %	0	-
Autres diplômes		3	3,3 %	3	3,6 %	2	6 %
Sans diplôme		1	1,1 %	1	1,2 %	1	3 %
Total		89	100,0%	84	100,0%	33	100,0%

Pour ce qui concerne la classe exceptionnelle, comme lors des deux sessions précédentes, quelque 70 % des candidats ayant remis un dossier sont titulaires d'une licence ou d'un diplôme universitaire supérieur. En 2022, 67 % des admis possèdent au moins une licence, voire une maîtrise ou un master

(pour 80 % en 2021 et 84 % en 2020) : cette session marque une plus grande diversité du niveau de diplôme, tant parmi les candidats que parmi les admissibles et les admis.

1.5.4. La répartition par académie

Tableau 12 - Classe supérieure : répartition par académie

Académie	Dossiers	%	Admissibles	%	Admis	%
Aix-Marseille	1	2,6 %	1	2,9 %	1	3,1 %
Amiens	1	2,6 %	0	-	-	-
Bordeaux	2	5,1 %	2	5,7 %	2	6,3 %
Lille	1	2,6 %	1	2,9 %	1	3,1 %
Limoges	2	5,1 %	2	5,7 %	1	3,1 %
Nancy-Metz	1	2,6 %	1	2,9 %	1	3,1 %
Nantes	2	5,1 %	2	5,7 %	2	6,3 %
Normandie	2	5,1 %	2	5,7 %	2	6,3 %
Poitiers	1	2,6 %	1	2,9 %	1	3,1 %
Reims	1	2,6 %	1	2,9 %	1	3,1 %
Rennes	3	7,7%	3	8,6 %	2	6,3 %
Strasbourg	2	5,1 %	2	5,7 %	2	6,3 %
Toulouse	3	7,7 %	3	8,6 %	3	9,4 %
Créteil- Paris- Versailles	17	43,6 %	14	40 %	13	40,6 %
TOTAL	39	100%	35	100%	32	100%

Pour la session 2022, 13 académies en région présentaient entre un et trois candidats par académie (aucun en outre-mer) et l'ensemble Créteil-Paris-Versailles (région académique Île-de-France) 17 candidats, soit près de 44 % du total (46 % en 2021). Toutes ces académies, sauf celle d'Amiens, comportent au moins un admis. L'Île-de-France, avec 13 lauréats sur 32, concentre 40 % des admis (45 % en 2021).

Tableau 13 - Classe exceptionnelle : répartition par académie

	Dossiers	%	Admissibles	%	Admis	%
Aix-Marseille	5	5,7 %	5	5,9 %	2	6,1 %
Amiens	2	2,2 %	2	2,4 %	1	3 %
Besançon	1	1,1 %	1	1,2 %	0	-
Bordeaux	2	2,2 %	1	1,2 %	1	3 %
Clermont-Ferrand	1	1,1 %	1	1,2 %	0	-
Grenoble	4	4,5 %	4	4,7 %	2	6,1 %
Guadeloupe	1	1,1 %	1	1,2 %	0	-
La Réunion	1	1,1 %	1	1,2 %	1	3 %
Lille	6	6,8 %	6	7,2 %	2	6,1 %
Limoges	2	2,2 %	2	2,4 %	1	3 %
Lyon	5	5,7 %	5	5,9 %	1	3 %
Montpellier	3	3,3 %	3	3,6 %	0	-
Nancy-Metz	1	1,1 %	1	1,2 %	0	-
Nantes	1	1,1 %	1	1,2 %	1	3 %
Nouvelle-Calédonie	1	1,1 %	1	1,2 %	1	3 %
Nice	3	3,3 %	3	3,6 %	1	3 %
Normandie	5	5,7 %	4	4,7 %	2	6,1 %
Reims	2	2,2 %	2	2,4 %	1	3 %
Rennes	5	5,7 %	5	5,9 %	1	3 %
Strasbourg	1	1,1 %	1	1,2 %	1	3 %
Toulouse	5	5,7 %	5	5,9 %	1	3 %
Créteil- Paris- Versailles	32	36 %	29	34,6 %	13	39,6 %
Total	89	100,0%	84	100,0%	33	100,0%

Sept académies n'ont vu aucun candidat se présenter pour la session 2022, comme en 2021, mais la liste n'en est pas la même ; plusieurs candidats proviennent des outre-mers (aucun candidat de Corse, Dijon, Orléans-Tours, Guyane, Martinique, Mayotte et Poitiers). Dix-sept académies comptent au moins un lauréat. Les académies de Créteil-Paris-Versailles (région académique Île-de-France) continuent de représenter une partie importante des candidats, avec 36 % des dossiers remis, plus de 34 % des admissibles, et près de 40 % des admis (28 % en 2021).

2. Les épreuves et les résultats

2.1. Épreuve d'admissibilité

Depuis la session 2014, l'épreuve d'admissibilité, affectée d'un coefficient 2, « consiste en l'examen du dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle établi par le candidat »⁴, aussi bien pour l'accès à la classe supérieure que pour la classe exceptionnelle.

⁴ Arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 1^{er} février 2012.

Les dossiers de RAEP envoyés par les candidats sont notés sur 20 par les jurys réunis dans les locaux de la DGRH. En 2022, aucune note inférieure à la moyenne n'a été attribuée, le minimum étant un 10 attribué à un dossier concourant pour la classe exceptionnelle⁵. Les jurys ont en effet estimé, comme les années précédentes, que tous les parcours reflétaient une réelle expérience professionnelle et faisaient la démonstration d'acquis incontestables. En se fondant sur les compétences, connaissances et qualités attendues d'un bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure ou de classe exceptionnelle en fonction des missions statutaires définies par les textes réglementaires, les jurys établissent une grille d'analyse des dossiers. Différents critères sont jaugés de manière à discerner les forces et faiblesses d'un dossier et à permettre par là-même de lui attribuer une note⁶.

Qu'il s'agisse de l'un ou l'autre grade, les jurys souhaitent apporter quelques observations et prodiguer des conseils à l'intention des candidats de la prochaine session.

Les futurs candidats disposent du *Guide d'aide au remplissage du dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle*, qui constitue un outil précieux pour élaborer le dossier, en détaillant de manière très explicite les attendus de chacune des quatre parties qu'il comporte⁷. Nous engageons vivement les candidats à s'y reporter et à veiller à ce que le dossier établi respecte scrupuleusement les préconisations de ce guide. La constitution du dossier de RAEP est un exercice en soi, obéissant à des règles précises. De manière générale, le suivi des consignes est une exigence de l'épreuve : un dossier ne respectant pas le cadre du formulaire (format, mise en page, titre et phrase d'explication, marge, interligne, police, etc.) est pénalisé. Toute annexe dont le nombre de pages est supérieur à cinq n'est pas examinée par le jury et occasionne une pénalité lors de la notation. Toute autre pièce jointe (fiches de poste, CV, ou autre) n'est pas examinée. L'envoi se fait sous couvert hiérarchique : le dossier doit porter la signature de la ou du responsable de la structure. Le candidat doit dater et signer la déclaration sur l'honneur.

L'élaboration du dossier, qui synthétise et valorise l'expérience et les acquis professionnels, exige la recherche de dates (formations, affectations...) et de différentes pièces administratives. L'attention des candidats est appelée sur l'importance d'accorder le temps nécessaire à cette enquête rétrospective. Le dossier doit être complet⁸ et rédigé avec soin dans ses différentes parties (identité du candidat, parcours de formation, expérience professionnelle, rapport d'activité) avant d'être visé par l'autorité compétente.

En ce qui concerne les formations, le candidat s'attachera à mettre en valeur celles qui, tout au long du parcours professionnel, revêtent un sens par rapport aux missions exercées. Les jurys prêtent une attention particulière à la fois à la pertinence et la régularité des formations suivies au regard des missions exercées, et à celles qui tendent à démontrer un intérêt pour les évolutions de la profession

⁵ Pour mémoire, une note en-dessous de la moyenne vise essentiellement à alerter les candidats sur la nécessité d'améliorer fortement la qualité de leur dossier de RAEP par le suivi d'une formation ou à tout le moins une lecture plus attentive du *Guide d'aide au remplissage*... Elle peut également, plus rarement, servir à rappeler aux candidats qu'ils sont supposés se conformer aux règles de l'examen : tout dossier comportant des formulations tendancieuses et provocatrices à l'égard de l'établissement d'exercice comme du jury est sanctionné par la note la plus basse.

⁶ Le niveau d'exigence, comme cela se conçoit, est plus élevé pour la classe exceptionnelle.

⁷ Disponible sur le site du ministère https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Dossiers_RAEP/48/9/Guide_remplissage_dossier_RAEP_2021_1332489.pdf

⁸ Le dossier demande l'apposition d'une photographie d'identité, formalité dont de rares candidats ont cru pouvoir s'affranchir.

dépasant le cadre strict des activités habituelles. Il n'est donc pas indispensable de dresser la liste de toutes les formations suivies en multipliant les attestations correspondantes. En revanche, il est jugé utile de préciser les formations, même courtes, qui ont été suivies dans l'année en cours ou lors de l'année précédant l'examen professionnel. Un certain nombre de candidats présentent leur démarche de formation professionnelle sous la forme de regroupements thématiques et rétro-chronologiques au sein de chaque thématique. Cette méthode a l'avantage de souligner la cohérence de la démarche de l'agent dans son souhait d'acquisition de compétences.

La partie « Votre expérience professionnelle » demande de détailler, pour chaque poste occupé, les compétences acquises ; or, certains candidats se trompent sur l'objet et indiquent ici la nature de leur activité. A l'inverse, détailler de façon excessive les compétences, surtout lorsqu'elles reproduisent au mot près un référentiel préexistant, ne constitue pas un avantage, au contraire. De la même façon, une compétence est réputée acquise pour l'ensemble de la carrière de l'agent : il n'est donc pas nécessaire d'alourdir à l'excès la présentation en répétant les mêmes compétences à chaque étape d'une carrière. Il est également important de bien cerner la notion de compétence, parfois confondue avec l'aptitude ou le savoir-être.

Le rapport d'activité doit rentrer dans le cadre et la disposition du formulaire et être concis - deux pages maximum -, la capacité de synthèse étant l'une des exigences de l'exercice. Il doit être mis en page de façon claire et aérée, structuré selon un plan, et les informations (y compris la présentation succincte des établissements d'exercice, ainsi que des données chiffrées pertinentes) présentées de manière à être compréhensibles par le jury qui ne connaît pas *a priori* le contexte professionnel du candidat ni les sigles en vigueur dans chaque environnement professionnel. Le rapport est organisé de façon à mettre en valeur les fonctions exercées et les compétences acquises par le candidat durant son parcours professionnel, en insistant plus particulièrement sur celles qu'il souhaite privilégier (continuité de missions dans les différents postes occupés ou au contraire diversité dans les fonctions exercées, etc.)⁹. Il ne s'agit pas d'une énumération chronologique et exhaustive des missions exercées, mais d'une synthèse et d'une analyse, moyennant des choix, une prise de recul, un regard critique et un positionnement du candidat.

Le jury sera d'autant plus intéressé par la lecture du rapport qu'il ressentira l'intérêt que porte le candidat à son travail. Le rapport doit aussi indiquer l'apport direct du candidat à d'éventuels projets ou actions menés par son service, en précisant son niveau de contribution et de responsabilité effective, et donc bannir le « on » et le « nous » pour bien montrer le rôle individuel exercé. La sincérité du candidat est requise : un candidat a pu se trouver en difficulté à l'oral alors qu'il était invité à développer un point figurant dans son rapport mais ne correspondant pas à la réalité de son activité. Les bons rapports d'activité mentionnent les quotités estimatives moyennes de temps consacrées aux diverses tâches. Il est recommandé de relire et de faire relire le dossier – par un collègue ou un supérieur hiérarchique par exemple –, ne serait-ce que pour faire disparaître les coquilles et de possibles bévues d'orthographe ou de grammaire, prises en compte par le jury dans l'appréciation globale. D'une manière générale, le formatage des tournures ou des formulations se décèle aisément et ne joue pas en faveur du candidat.

⁹ La partie « Votre expérience professionnelle » demande au candidat d'indiquer ses « services ou activités antérieures ». L'expression est parfois mal comprise, certains candidats estimant ne pas devoir préciser leur fonction présente, ce qui complique l'étude de leur dossier par le jury.

Le dossier prévoit la possibilité de joindre en annexe « deux documents, travaux ou actions au maximum ». Ces réalisations professionnelles, lorsqu'elles sont présentées même succinctement mais avec précision (objet, contexte, freins, moyens mis en œuvre, résultat, bilan, positionnement du candidat...), tournent presque toujours à l'avantage du candidat dans la mesure où elles sont la plupart du temps à la fois intéressantes et caractéristiques des fonctions exercées. Certains candidats n'hésitent pas à excéder le nombre de deux annexes et le volume autorisé, à savoir cinq pages au plus par annexe : cela leur porte davantage préjudice qu'ils n'impressionnent les jurys. Les documents annexés doivent être impérativement contextualisés et reliés au rapport d'activité. Il n'est pas inutile de rappeler qu'ils doivent être correctement reproduits et lisibles.

Il s'avère également utile, d'une part de préciser la formation initiale suivie (sans joindre pour autant la copie des diplômes), d'autre part de fournir un organigramme à jour, lisible et surlignant le nom du candidat, autorisant ainsi une compréhension instantanée de la place du candidat au sein du service où il est actuellement affecté.

Globalement, les deux jurys ont pu constater que presque tous les candidats s'étaient efforcés de présenter un dossier de RAEP valorisant leur parcours comme leurs qualités, indépendamment de la nature de leur établissement d'affectation ou des tâches qui leur incombent. La rédaction des meilleurs dossiers est soignée et réfléchie : sont appréciés non une simple liste des tâches et des situations, mais une mise en contexte et le dégagement des enjeux, ainsi que la mise en perspective d'un parcours et d'une évolution professionnelle.

Les jurys ont déclaré admissibles les candidats qui avaient compris les attendus de l'exercice. Les autres dossiers, même s'ils obtiennent des notes supérieures à la moyenne, doivent être retravaillés et *a minima* actualisés. Une note inférieure à la barre d'admissibilité doit inciter le candidat à remanier son dossier dans l'optique de démontrer ses aptitudes pour le passage à la classe supérieure ou exceptionnelle.

Il est rappelé que chaque session de l'examen est indépendante de la précédente et qu'ainsi aucun candidat n'est assuré d'obtenir pour son dossier de RAEP la même note que lors de la session antérieure. Les jurys, par ailleurs régulièrement renouvelés, opèrent une sélection parmi les candidats dans le contexte d'un examen donnant accès à un nombre de postes déterminé.

Les jurys font le constat du bon niveau général des dossiers et de la maîtrise de plus en plus répandue de l'exercice du dossier de RAEP, ce qui rend l'examen encore plus exigeant. L'utilité des formations à l'élaboration du dossier est réelle. Les candidats ont tout intérêt à suivre une telle formation ainsi qu'une préparation à l'entretien.

Comme lors de la session précédente, l'étude des dossiers pour l'avancement à la classe supérieure a été réalisée au sein de commissions de trois membres, méthode qui garantit une approche plus objective. Pour la session 2022 de cet examen professionnel, l'éventail des notes attribuées aux dossiers va de 10 à 18, la moyenne générale se situant à 15,10 (15,26 en 2021). Pour les 35 candidats admissibles, la moyenne des dossiers est à 15,59 (15,91 en 2021), avec, compte tenu d'un plus grand nombre d'admissibles à cette session, une barre d'admissibilité descendue à 12,5, contre 14 à la session précédente ; ont donc été écartés les quatre dossiers situés entre 10 et 12. Le groupe de tête comprend dix dossiers notés entre 17 et 18.

S'agissant de la classe exceptionnelle, les dossiers de RAEP, à l'instar de la pratique inaugurée en 2020, ont été étudiés simultanément par trois membres du jury, de manière à renforcer le caractère collégial et contradictoire de l'examen de ces documents. Pour cette session, les notes s'échelonnent de 13,50¹⁰ à 19. La moyenne générale de l'épreuve s'établit à 16,50 (15,71 en 2021). La moyenne des admissibles se situe à 16,72 (16,44 en 2021), la barre de l'admissibilité ayant été fixée à 15, comme en 2021. A l'instar de la classe supérieure, un groupe de tête se détache, douze dossiers ayant obtenu une note égale ou supérieure à 18.

2.2. Épreuve orale d'admission

L'épreuve unique d'admission, affectée d'un coefficient 3, est également notée de 0 à 20. Pour la classe supérieure comme pour la classe exceptionnelle, elle se compose de deux séquences distinctes :

- un exposé du candidat pendant cinq minutes, résumant les points essentiels du parcours professionnel déjà connu du jury, la totalité des dossiers des admissibles ayant fait l'objet d'un examen préalable spécifique après l'épreuve d'admissibilité, à l'aide d'une grille de lecture distincte de celle de l'écrit ;
- un entretien avec le jury pendant vingt minutes, portant sur le parcours du candidat et « *sur des questions relatives à son environnement professionnel, à la production et à la diffusion des documents et sur l'organisation et le fonctionnement des bibliothèques, des services de documentation et des réseaux documentaires* »¹¹.

Pour la classe supérieure, siégeaient le président, un conservateur en chef et une bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle, la vice-présidente venant en suppléance. Pour la classe exceptionnelle étaient réunies trois commissions d'oral composées de trois personnes, chacune placée sous la responsabilité d'un conservateur ou conservateur général, les présidente et vice-président demeurant en retrait pour suppléance éventuelle et assurant le bon déroulement des oraux.

La première partie de l'épreuve, intimement liée à l'expérience du candidat, découle directement du travail qu'il a réalisé lors de la préparation écrite du dossier. Toutefois, c'est un exercice qui exige une certaine maîtrise dans la présentation face au jury. Les conditions de réussite sont les suivantes :

- se préparer à tenir l'exposé dans la limite du temps imparti : quelques rares candidats n'ont pas atteint les cinq minutes ou plus souvent les ont dépassées, obligeant le président de la commission à les interrompre ; les candidats sont par ailleurs incités à se munir d'une montre ou autre appareil mesurant le temps qui s'écoule ;
- ne pas réciter – comme certains continuent de le faire – un texte très écrit, appris par cœur, avec le risque d'une perte de mémoire momentanée, et de surcroît débité parfois à toute allure.

Un nombre significatif de candidats se sont activement préparés à l'oral, qui est aussi un exercice de communication. Cet entraînement leur a permis de roder la présentation de leur parcours –

¹⁰ Hormis le 10 précédemment cité.

¹¹ Arrêté du 21 mai 2013. L'épreuve orale d'admission est demeurée inchangée depuis 2012.

importante car elle ouvre l'épreuve d'admission en étant le premier élément de l'échange avec le jury – et d'en contrôler le déroulement chronologique.

Concernant le contenu, les candidats doivent partir du principe que leur fonction, leur environnement, l'organisation dans laquelle ils exercent, doivent être explicités à l'intention du jury. Certains doivent aussi continuer de progresser dans la gestion du stress qui, en dépit de la bienveillance et de la compréhension manifestées par les jurys, a déstabilisé plus d'un candidat.

D'une manière générale, les prestations des candidats ont été considérées comme bonnes, voire très bonnes par les membres des jurys : maîtrise du temps de parole, respect du plan annoncé, mise en valeur des étapes principales du parcours ou des compétences acquises au gré des fonctions exercées. Il est attendu du candidat, non pas l'énumération d'une succession de postes ou de tâches (d'autant que le temps imparti défile rapidement), mais la présentation contextualisée et la mise en perspective de l'expérience acquise.

La seconde partie de l'épreuve mobilise autant l'expérience professionnelle du candidat que sa capacité de réflexion sur les enjeux actuels des bibliothèques. Les questions posées se fondent sur le dossier de RAEP¹² et s'élargissent à l'environnement professionnel et à des questions d'actualité en relation avec le monde des bibliothèques (de tous types) et de la documentation. Les jurys apprécient que les candidats ne se limitent pas à la pratique de l'établissement dans lequel ils exercent, mais qu'ils soient capables d'élargir leur réflexion sur la base de leurs expériences professionnelles antérieures, de leur connaissance des méthodes pratiquées par d'autres établissements et des réalisations menées. Il est tout à fait permis et même souhaité, dans le contexte de l'entretien avec le jury, d'exercer un regard critique, d'exposer un avis personnel, de prendre position de façon argumentée et de montrer ainsi que l'on a réfléchi à l'existant en étayant un raisonnement avec des exemples pertinents. Dans le contexte de l'entretien, les capacités d'analyse et de jugement des candidats sont appréciées des jurys.

L'entraînement à l'entretien permet de se préparer à répondre à des questions diverses en maîtrisant son discours, son élocution, l'enchaînement des idées, la précision du vocabulaire, l'utilisation de chiffres ou d'exemples pour illustrer son propos. Bien entendu, une attitude positive est attendue de la part des candidats.

Les candidats doivent également se préparer à répondre à des questions comportant des mises en situation professionnelle.

Certains candidats répondent de manière trop évasive ou brève ; d'autres, à l'inverse, se livrent à des digressions sans rapport direct avec la question soulevée, ou paraissent tenter de gagner du temps en s'étendant sur des détails mineurs. On recommandera aux candidats de ne pas se relâcher au cours de la discussion avec le jury : veiller aux termes et expressions employés, finir ses phrases, font partie des attendus de l'épreuve orale.

¹² Le jour de l'oral, le jury dispose du dossier, mais ce dernier n'entre pas en compte dans la notation finale de l'épreuve orale. Chaque dossier a fait l'objet d'une fiche de synthèse de la part des examinateurs.

On soulignera l'importance qu'il y a à savoir mobiliser des exemples pertinents pour étayer certaines réponses. Il est en outre attendu de la part des candidats qu'ils maîtrisent les actions ou projets nationaux qu'ils évoquent dans leur dossier ou dans leur présentation.

Certaines questions ont pu surprendre les candidats qui peinent à sortir de leur service (par exemple : formations d'excellence de leur université, missions de la Bibliothèque nationale de France autres que celles de leur service d'appartenance) ou à situer l'impact des projets ou des évolutions administratives ou techniques sur leurs missions (regroupements d'établissements universitaires et politique de site, *learning centers*, archives ouvertes, réseaux, transition bibliographique, formation des usagers...). D'autres encore paraissent ne pas avoir songé suffisamment à leur avenir professionnel : nouveau positionnement, missions futures, accroissement des responsabilités...

Nombreux sont ceux qui sont parvenus, comme le souhaitent les jurys, à s'exprimer avec naturel et précision au sujet de leur parcours, de leurs missions, de leur motivation, notamment au sujet de la formation et de l'accompagnement des usagers, des services aux chercheurs, de l'action culturelle ou encore de la communication, missions qui représentent visiblement une part de plus en plus importante dans les fonctions de nombreux bibliothécaires assistants spécialisés.

Les jurys ont noté la qualité de la plupart des prestations et remarqué les efforts réalisés pour la préparation de l'épreuve. Ils sont également conscients que les candidats sont placés dans des conditions de stress particulières : ils s'efforcent toujours de les mettre à l'aise, par exemple en reformulant une question si nécessaire. Le port du masque par les membres du jury comme par les candidats a pu constituer cette année encore une difficulté supplémentaire.

Pour l'épreuve orale de la classe supérieure, la moyenne générale est de 15,70 (15,92 pour la session 2021), avec des notes allant de 12 à 18 ; la moyenne des candidats déclarés admis est de 15,97 (16,33 pour la session 2021). Les candidats admis ont obtenu des notes s'échelonnant entre 12 et 18 (entre 14,5 et 17,5 pour la session 2021). Le groupe de tête est composé de treize candidats notés à 17 ou plus.

Calculée sur les deux épreuves, la moyenne générale des 32 candidats admis à la session 2022 de l'examen professionnel d'avancement à la classe supérieure est de 15,91 (16,29 en 2021), avec une barre d'admission à 13,40 (15,40 en 2021, pour seulement 20 admis) et une meilleure note détenue par trois candidats à 18 (17,40 en 2021). Le niveau des meilleurs candidats s'est donc maintenu voire renforcé, mais l'ouverture du nombre de postes a permis d'abaisser de deux points la barre d'admission, tout en ne descendant pas sous le seuil de 13/20.

L'observation laudative formulée pour la classe supérieure vaut tout autant pour la classe exceptionnelle, la moyenne générale de l'épreuve orale s'établissant à 16,85 (16,10 en 2021), avec des notes comprises entre 14 et 19. La moyenne des candidats admis s'établit à 17,64 (17,36 en 2021). Quinze candidats ont obtenu, pour leur audition, une note égale ou supérieure à 17.

Calculée sur les deux épreuves, la moyenne générale des 33 candidats admis à la session 2022 de l'examen professionnel d'avancement à la classe exceptionnelle est de 17,63 (17,14 en 2021), avec une barre d'admission à 17 (16,51 en 2021), la meilleure moyenne atteignant 18,60.

Conclusion

En 2022, les épreuves telles qu'instaurées par l'arrêté du 21 mai 2013 avaient lieu pour la neuvième fois : épreuve d'admissibilité exclusivement fondée sur la notation des dossiers de RAEP, oraux d'admission inchangés, pour la classe supérieure comme pour la classe exceptionnelle.

Pour la classe supérieure, le nombre de candidats et le nombre de présents (ayant fait parvenir leur dossier de RAEP) étaient cette fois-ci en hausse par rapport à la session précédente. Pour la classe exceptionnelle, le nombre de candidats a connu, une nouvelle fois, une diminution par rapport à la session précédente. Les moyennes des admis mettent en évidence les qualités des candidats. Les deux jurys s'en félicitent et ont décidé, dans un contexte d'élargissement des nombres de postes à la faveur du rehaussement des taux de promotion, de déclarer pourvus tous les postes offerts : 32 pour la classe supérieure, 33 pour la classe exceptionnelle.

Les présidents des deux jurys rappellent aux futurs candidats que la réussite à l'un comme à l'autre des examens professionnels ne récompense pas un parcours, pas plus qu'elle ne constitue une reconnaissance des missions exercées, mais qu'elle sanctionne la réussite à des épreuves auxquelles il est nécessaire de se préparer.

Olivier CAUDRON

Odile GRANDET

Stéphanie GROUDIEV

Thierry GROGNET

Remerciements

Les présidents des deux jurys adressent tous leurs remerciements à l'ensemble des examinateurs pour leur contribution active à la session 2022 des examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle, ainsi qu'aux personnels du bureau des concours (DGRH D5), à la Direction générale des ressources humaines des ministères de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports et de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, pour leur accompagnement et leur active collaboration.

Annexes

- Annexe 1 : Arrêté du 1^{er} février 2012, modifié par arrêté du 21 mai 2013, fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle
- Annexe 2 : Arrêtés du 11 août 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture des examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle
- Annexe 3 : Arrêtés du 29 novembre 2021 fixant au titre de l'année 2022 le nombre de postes offerts aux examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle
- Annexe 4 : Arrêtés du 25 octobre et du 17 novembre 2021 portant nomination des jurys des examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle, au titre de l'année 2022

Arrêté du 1^{er} février 2012, modifié par arrêté du 21 mai 2013, fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle



Arrêté du 1^{er} février 2012 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle

NOR: ESRH1202650A
Version consolidée au 02 septembre 2020

Le ministre de la fonction publique et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 2011-1140 du 21 septembre 2011 portant statut particulier du corps des bibliothécaires assistants spécialisés,
Arrêtent :

Article 1

Modifié par Arrêté du 21 mai 2013 - art. 1

Les examens professionnels prévus au 1° du I et au 1° du II de l'article 25 du décret du 11 novembre 2009 susvisé pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle sont organisés conformément aux dispositions prévues par le présent arrêté.

NOTA : Arrêté du 21 mai 2013 article 5 : Les présentes dispositions s'appliquent aux examens professionnels dont l'arrêté d'ouverture est postérieur au 1^{er} juin 2013.

Article 2

Les examens professionnels mentionnés à l'article 1^{er} sont ouverts par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.
Les modalités d'inscription, la liste des centres d'examen ainsi que la date des épreuves et le nombre de postes à pourvoir sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Article 3

Sont autorisés à prendre part aux épreuves les bibliothécaires assistants spécialisés appartenant à ce corps ou qui y sont détachés et remplissant, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, les conditions fixées au 1° du I de l'article 25 du décret du 11 novembre 2009 susvisé pour être promu au deuxième grade et les conditions fixées au 1° du II de l'article 25 du même décret pour être promu au troisième grade.

Article 4

Modifié par Arrêté du 21 mai 2013 - art. 2

L'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve d'admission.

Les épreuves sont notées de 0 à 20.

I. - L'épreuve d'admissibilité consiste en l'examen du dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle établi par le candidat.

Le jury examine le dossier qu'il note en fonction de l'expérience acquise par le candidat durant son parcours professionnel au regard de son grade d'appartenance à chaque étape de ce parcours (coefficient : 2).

Le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle comporte les rubriques mentionnées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Ce dossier est adressé par le candidat au service organisateur avant une date limite fixée dans l'arrêté d'ouverture de l'examen professionnel. L'absence de dossier ou sa transmission après cette date (le cachet de la poste faisant foi)

entraîne l'élimination du candidat. Aucune pièce complémentaire transmise après cette même date (le cachet de la poste faisant foi) n'est prise en compte.

Le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle ainsi qu'un guide d'aide au remplissage sont disponibles sur le site internet du ministère de l'enseignement supérieur.

II. - L'épreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury visant à apprécier les aptitudes et la motivation du candidat à exercer les fonctions d'un bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure ainsi qu'à reconnaître les acquis de son expérience professionnelle.

Pour conduire cet entretien, qui a pour point de départ un exposé du candidat de son expérience professionnelle d'une durée de cinq minutes au plus, le jury s'appuie sur le dossier constitué par le candidat en vue de l'épreuve d'admissibilité.

Au cours de cet entretien, le candidat peut être interrogé sur des questions relatives à son environnement professionnel, à la production et la diffusion des documents et sur l'organisation et le fonctionnement des bibliothèques, des services de documentation et des réseaux documentaires (durée : vingt-cinq minutes, dont cinq minutes au plus pour l'exposé ; coefficient 3).

Seul l'entretien avec le jury donne lieu à notation. Le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle n'est pas noté.

NOTA : Arrêté du 21 mai 2013 article 5 : Les présentes dispositions s'appliquent aux examens professionnels dont l'arrêté d'ouverture est postérieur au 1er juin 2013.

Article 5

Modifié par Arrêté du 21 mai 2013 - art. 3

L'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve d'admission.

Les épreuves sont notées de 0 à 20.

I. - L'épreuve d'admissibilité consiste en l'examen du dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle établi par le candidat.

Le jury examine le dossier qu'il note en fonction de l'expérience acquise par le candidat durant son parcours professionnel au regard de son grade d'appartenance à chaque étape de ce parcours (coefficient 2).

Le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle comporte les rubriques mentionnées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Ce dossier est adressé par le candidat au service organisateur avant une date limite fixée dans l'arrêté d'ouverture de l'examen professionnel. L'absence de dossier ou sa transmission après cette date (le cachet de la poste faisant foi) entraîne l'élimination du candidat. Aucune pièce complémentaire transmise après cette même date (le cachet de la poste faisant foi) n'est prise en compte.

Le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle ainsi qu'un guide d'aide au remplissage sont disponibles sur le site internet du ministère de l'enseignement supérieur.

II. - L'épreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury visant à apprécier les aptitudes et la motivation du candidat à exercer les fonctions d'un bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle ainsi qu'à reconnaître les acquis de son expérience professionnelle.

Pour conduire cet entretien, qui a pour point de départ un exposé du candidat de son expérience professionnelle d'une durée de cinq minutes au plus, le jury s'appuie sur le dossier constitué par le candidat en vue de l'épreuve d'admissibilité.

Au cours de cet entretien, le candidat peut être interrogé sur des questions relatives à son environnement professionnel, à la production et la diffusion des documents et sur l'organisation et le fonctionnement des bibliothèques, des services de documentation et des réseaux documentaires (durée : vingt-cinq minutes, dont cinq minutes au plus pour l'exposé ; coefficient 3).

Seul l'entretien avec le jury donne lieu à notation. Le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle n'est pas noté.

NOTA : Arrêté du 21 mai 2013 article 5 : Les présentes dispositions s'appliquent aux examens professionnels dont l'arrêté d'ouverture est postérieur au 1er juin 2013.

Article 6

A l'issue de l'épreuve d'admissibilité de chaque examen professionnel, le jury établit par ordre alphabétique la liste des candidats autorisés à prendre part à l'épreuve d'admission. Nul ne peut être déclaré admissible s'il a obtenu à l'épreuve d'admissibilité une note inférieure ou égale à 5 sur 20.

Article 7

A l'issue de l'épreuve d'admission de chaque examen professionnel, le jury établit par ordre alphabétique la liste des candidats admis.

La liste de classement de chaque examen professionnel est soumise à la commission administrative paritaire compétente qui a connaissance du nombre total de points obtenus par chaque candidat en vue de l'établissement, par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, du tableau annuel d'avancement établi par ordre de mérite.

Article 8

A modifié les dispositions suivantes :

Abroge Arrêté du 18 avril 2001 (Ab)
Abroge Arrêté du 18 avril 2001 - art. 1 (Ab)
Abroge Arrêté du 18 avril 2001 - art. 2 (Ab)
Abroge Arrêté du 18 avril 2001 - art. 3 (Ab)
Abroge Arrêté du 18 avril 2001 - art. 4 (Ab)
Abroge Arrêté du 18 avril 2001 - art. 5 (Ab)
Abroge Arrêté du 18 avril 2001 - art. 6 (Ab)

Article 9

La directrice générale des ressources humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

► Annexes

Annexe 1

Modifié par Arrêté du 21 mai 2013 - art. 4

RUBRIQUES DU DOSSIER DE RECONNAISSANCE
DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (RAEP)
Examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire
assistant spécialisé de classe supérieure ou de classe exceptionnelle

Identification du candidat

Numéro de dossier d'inscription :

Nom d'usage ou de femme mariée :

Prénom :

Votre expérience professionnelle

Vos activités antérieures.

(Vous pourrez joindre au présent dossier deux documents/travaux au maximum que vous auriez réalisés au cours de vos activités et qu'il vous paraîtrait pertinent de porter à la connaissance du jury au regard de l'expérience professionnelle recherchée.)

Votre formation professionnelle et continue

Les actions de formation professionnelle et continue que vous jugez importantes pour votre compétence professionnelle.

Les acquis de votre expérience professionnelle au regard du profil recherché

Caractériser, en quelques mots, les éléments qui constituent, selon vous, les acquis de votre expérience professionnelle et vos atouts au regard des connaissances, compétences et aptitudes recherchées, et précisez, le cas échéant, vos motivations pour exercer l'un des emplois d'affectation de l'examen professionnel d'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure ou de classe exceptionnelle (1 à 2 pages dactylographiées maximum).

Annexes

Tableau récapitulatif des documents à fournir.

Accusé de réception.

Déclaration sur l'honneur.

Visa de l'autorité compétente.

Annexe 2 (abrogé)

Modifié par Arrêté du 13 septembre 2012 - art. 1

Abrogé par Arrêté du 21 mai 2013 - art. 4

Fait le 1er février 2012.

Le ministre de l'enseignement supérieur

et de la recherche,

Pour le ministre et par délégation :

La directrice générale

des ressources humaines,

J. Théophile

Le ministre de la fonction publique,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur,

adjoint au directeur général

de l'administration et de la fonction publique,

T. Andrieu

Arrêtés du 11 août 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture des examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle

25 août 2021

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 48 sur 156

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Arrêté du 11 août 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure

NOR : ESRH2117091A

Par arrêté de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en date du 11 août 2021, est autorisée au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure.

Un arrêté sera pris ultérieurement pour fixer le nombre de postes offerts à cet examen professionnel.

Les modalités d'inscription sont les suivantes :

Les inscriptions seront enregistrées par internet du 12 octobre 2021, à partir de 12 heures, au 10 novembre 2021, 17 heures, heure de Paris, à l'adresse suivante : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/bib>.

Les candidats communiquent une adresse électronique leur permettant de recevoir un courriel rappelant la date et l'heure de l'enregistrement de l'inscription et leur numéro d'inscription et comprenant, au format PDF, le récapitulatif des données saisies ainsi que la liste des pièces justificatives qu'ils seront invités à fournir ultérieurement.

Les candidats pourront modifier les données de leur dossier jusqu'à la date de clôture des inscriptions. Toute modification des données contenues dans le dossier devra faire l'objet d'une nouvelle validation ; la dernière manifestation de volonté du candidat sera considérée comme seule valable. Le candidat ayant modifié son inscription est destinataire d'un nouveau courriel rappelant la date et l'heure d'enregistrement de cette modification et comportant, au format PDF, les documents mentionnés ci-dessus.

L'attention des candidats est tout particulièrement appelée sur la nécessité de ne pas attendre les derniers jours pour s'inscrire. En cas d'inscription ou de modification d'inscription le 10 novembre 2021, peu de temps avant 17 heures, la connexion au service se poursuivra mais sera interrompue à 17 h 30, heure de Paris.

En cas d'impossibilité de s'inscrire par internet, les candidats pourront obtenir un dossier imprimé d'inscription, sur demande écrite, établie selon le modèle figurant en annexe. Ce courrier, accompagné d'une enveloppe au format 22,9 x 32,4 cm, affranchie au tarif en vigueur correspondant à un poids jusqu'à 100 grammes et libellée au nom et à l'adresse du candidat, devra être adressé par voie postale en recommandé simple au service académique chargé des inscriptions.

Le dossier imprimé d'inscription dûment complété devra être renvoyé obligatoirement par voie postale et en recommandé simple au service académique chargé des inscriptions au plus tard le 10 novembre 2021, avant minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Aucun dossier posté hors délai ne sera pris en compte.

Les candidats devront donc veiller à demander leur dossier d'inscription suffisamment tôt pour tenir compte des délais d'acheminement du courrier.

Les lieux d'inscription sont les suivants :

Les candidats s'inscriront auprès du rectorat de l'académie dans le ressort de laquelle ils ont leur résidence administrative ou leur résidence personnelle. Les candidats des académies de Paris, Créteil et Versailles s'inscrivent auprès du service interacadémique des examens et concours d'Ile-de-France (SIEC).

Les candidats en résidence dans les collectivités d'outre-mer s'inscriront conformément aux indications figurant dans le tableau ci-dessous :

Collectivité d'outre-mer de résidence	Académie ou vice rectorat habilité à recevoir les inscriptions
Nouvelle-Calédonie	Nouvelle-Calédonie
Polynésie française	Polynésie française
Saint-Barthélemy Saint-Martin	Guadeloupe

Collectivité d'outre-mer de résidence	Académie ou vice rectorat habilité à recevoir les inscriptions
Saint-Pierre-et-Miquelon	Caen
Wallis-et-Futuna	Nouvelle-Calédonie

Les candidats résidant ou exerçant dans les pays étrangers s'inscriront auprès du rectorat de leur choix.

En vue de l'épreuve d'admissibilité, les candidats établissent un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle. Ce dossier est disponible, dès l'ouverture des registres d'inscription, dans l'espace candidat sur l'application d'inscription Cyclades à la rubrique « Les formulaires ».

Les candidats qui auront demandé un dossier imprimé d'inscription seront destinataires d'un dossier imprimé de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle.

Les candidats admissibles téléverseront leur dossier dans l'espace candidat sur l'application d'inscription Cyclades à la rubrique « Mes justificatifs » au plus tard le 23 novembre 2021 (la date de téléversement faisant foi).

L'absence de dossier ou sa transmission après cette date (la date de téléversement faisant foi) entraîne l'élimination du candidat qui n'est pas convoqué à l'épreuve d'admission. Aucune pièce complémentaire transmise par le candidat après cette même date (la date de téléversement faisant foi) n'est prise en compte.

En application des dispositions du décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap, les candidats en situation de handicap qui sollicitent un aménagement d'épreuves téléversent, dans leur espace candidat sur l'application d'inscription Cyclades à la rubrique « Mes justificatifs » au plus tard le 14 décembre 2021 (la date de téléversement faisant foi), le certificat médical mentionné à l'article 2 dudit décret.

Le certificat médical, qui doit avoir été établi par un médecin agréé moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Le modèle de certificat médical est téléchargeable sur l'application d'inscription Cyclades à la rubrique « Les formulaires ».

La liste des médecins agréés établie dans chaque département est disponible auprès de la préfecture. Cette liste peut également être consultée sur le site internet de chaque agence régionale de santé, accessible à partir du portail des agences régionales de santé, à la rubrique « Votre agence régionale de santé » : <https://www.ars.sante.fr>.

Les candidats prennent connaissance des résultats d'admissibilité et d'admission sur le site internet du ministère à l'adresse suivante : http://pubcyc.orion.education.fr/publication_ABE.

Ils consultent et impriment leur relevé de notes en se connectant à cette même adresse.

Aucun relevé de notes n'est adressé par voie postale.

ANNEXE

DEMANDE DE DOSSIER IMPRIMÉ D'INSCRIPTION À L'EXAMEN PROFESSIONNEL
POUR L'AVANCEMENT AU GRADE DE BIBLIOTHÉCAIRE ASSISTANT SPÉCIALISÉ DE CLASSE SUPÉRIEURE

A envoyer en recommandé simple au service académique chargé de votre inscription

Session 2022

Identification	Adresse à laquelle seront expédiées toutes les correspondances (2)
M. , Mme (1)	Résidence, bâtiment :
Nom de naissance :	N° : Rue :
Nom d'usage ou d'épouse :	Code postal : Commune de résidence :
Prénom(s) :	Ville : Pays :
Adresse électronique :	Téléphone fixe : Téléphone portable :

La demande de dossier d'inscription, accompagnée d'une enveloppe au format 22,9 x 32,4 cm
affranchie au tarif en vigueur correspondant à un poids jusqu'à 100 grammes
et libellée au nom et à l'adresse du candidat, doit être adressée par voie postale en recommandé simple.

Le dossier d'inscription au concours dûment complété devra être renvoyé par voie postale en recommandé simple
au plus tard le **10 novembre 2021** avant minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Fait à, le

Signature

(1) Rayer la mention inutile.

(2) Aucune modification de cette adresse ne pouvant être prise en compte, les candidats sont invités à s'assurer, le cas échéant, de la réexpédition de leur courrier.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Arrêté du 11 août 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle

NOR : ESRH2117090A

Par arrêté de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en date du 11 août 2021, est autorisée au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle.

Un arrêté sera pris ultérieurement pour fixer le nombre de postes offerts à cet examen professionnel.

Les modalités d'inscription sont les suivantes :

Les inscriptions seront enregistrées par internet du 12 octobre 2021, à partir de 12 heures, au 10 novembre 2021, 17 heures, heure de Paris, à l'adresse suivante : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/bib>.

Les candidats communiquent une adresse électronique leur permettant de recevoir un courriel rappelant la date et l'heure de l'enregistrement de l'inscription et leur numéro d'inscription et comprenant, au format PDF, le récapitulatif des données saisies ainsi que la liste des pièces justificatives qu'ils seront invités à fournir ultérieurement.

Les candidats pourront modifier les données de leur dossier jusqu'à la date de clôture des inscriptions. Toute modification des données contenues dans le dossier devra faire l'objet d'une nouvelle validation ; la dernière manifestation de volonté du candidat sera considérée comme seule valable. Le candidat ayant modifié son inscription est destinataire d'un nouveau courriel rappelant la date et l'heure d'enregistrement de cette modification et comportant, au format PDF, les documents mentionnés ci-dessus.

L'attention des candidats est tout particulièrement appelée sur la nécessité de ne pas attendre les derniers jours pour s'inscrire. En cas d'inscription ou de modification d'inscription le 10 novembre 2021, peu de temps avant 17 heures, la connexion au service se poursuivra mais sera interrompue à 17 h 30, heure de Paris.

En cas d'impossibilité de s'inscrire par internet, les candidats pourront obtenir un dossier imprimé d'inscription, sur demande écrite, établie selon le modèle figurant en annexe. Ce courrier, accompagné d'une enveloppe au format 22,9 x 32,4 cm, affranchie au tarif en vigueur correspondant à un poids jusqu'à 100 grammes et libellée au nom et à l'adresse du candidat, devra être adressé par voie postale en recommandé simple au service académique chargé des inscriptions.

Le dossier imprimé d'inscription dûment complété devra être renvoyé obligatoirement par voie postale et en recommandé simple au service académique chargé des inscriptions au plus tard le 10 novembre 2021, avant minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Aucun dossier posté hors délai ne sera pris en compte.

Les candidats devront donc veiller à demander leur dossier d'inscription suffisamment tôt pour tenir compte des délais d'acheminement du courrier.

Les lieux d'inscription sont les suivants :

Les candidats s'inscriront auprès du rectorat de l'académie dans le ressort de laquelle ils ont leur résidence administrative ou leur résidence personnelle. Les candidats des académies de Paris, Créteil et Versailles s'inscrivent auprès du service interacadémique des examens et concours d'Ile-de-France (SIEC).

Les candidats en résidence dans les collectivités d'outre-mer s'inscriront conformément aux indications figurant dans le tableau ci-dessous :

Collectivité d'outre-mer de résidence	Académie ou vice rectorat habilité à recevoir les inscriptions
Nouvelle-Calédonie	Nouvelle-Calédonie
Polynésie française	Polynésie française
Saint-Barthélemy Saint-Martin	Guadeloupe

Collectivité d'outre-mer de résidence	Académie ou vice rectorat habilité à recevoir les inscriptions
Saint-Pierre-et-Miquelon	Caen
Wallis-et-Futuna	Nouvelle-Calédonie

Les candidats résidant ou exerçant dans les pays étrangers s'inscriront auprès du rectorat de leur choix.

En vue de l'épreuve d'admissibilité, les candidats établissent un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle. Ce dossier est disponible, dès l'ouverture des registres d'inscription, dans l'espace candidat sur l'application d'inscription Cyclades à la rubrique « Les formulaires ».

Les candidats qui auront demandé un dossier imprimé d'inscription seront destinataires d'un dossier imprimé de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle.

Les candidats admissibles téléverseront leur dossier dans l'espace candidat sur l'application d'inscription Cyclades à la rubrique « Mes justificatifs » au plus tard le 23 novembre 2021 (la date de téléversement faisant foi).

L'absence de dossier ou sa transmission après cette date (la date de téléversement faisant foi) entraîne l'élimination du candidat qui n'est pas convoqué à l'épreuve d'admission. Aucune pièce complémentaire transmise par le candidat après cette même date (la date de téléversement faisant foi) n'est prise en compte.

En application des dispositions du décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap, les candidats en situation de handicap qui sollicitent un aménagement d'épreuves téléversent, dans leur espace candidat sur l'application d'inscription Cyclades à la rubrique « Mes justificatifs » au plus tard le 14 décembre 2021 (la date de téléversement faisant foi), le certificat médical mentionné à l'article 2 dudit décret.

Le certificat médical, qui doit avoir été établi par un médecin agréé moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Le modèle de certificat médical est téléchargeable sur l'application d'inscription Cyclades à la rubrique « Les formulaires ».

La liste des médecins agréés établie dans chaque département est disponible auprès de la préfecture. Cette liste peut également être consultée sur le site internet de chaque agence régionale de santé, accessible à partir du portail des agences régionales de santé, à la rubrique « Votre agence régionale de santé » : <https://www.ars.sante.fr>.

Les candidats prennent connaissance des résultats d'admissibilité et d'admission sur le site internet du ministère à l'adresse suivante : http://pubcyc.orion.education.fr/publication_ABE.

Ils consultent et impriment leur relevé de notes en se connectant à cette même adresse.

Aucun relevé de notes n'est adressé par voie postale.

ANNEXE

DEMANDE DE DOSSIER IMPRIMÉ D'INSCRIPTION À L'EXAMEN PROFESSIONNEL POUR
L'AVANCEMENT AU GRADE DE BIBLIOTHÉCAIRE ASSISTANT SPÉCIALISÉ DE CLASSE
EXCEPTIONNELLE

A envoyer en recommandé simple au service académique chargé de votre inscription

Session 2022

Identification	Adresse à laquelle seront expédiées toutes les correspondances (2)
M., Mme (1)	Résidence, bâtiment :
Nom de naissance :	N° : Rue :
Nom d'usage ou d'épouse :	Code postal : Commune de résidence :
Prénom(s) :	Ville : Pays :
Adresse électronique :	Téléphone fixe : Téléphone portable :
<p>La demande de dossier d'inscription, accompagnée d'une enveloppe au format 22,9 x 32,4 cm affranchie au tarif en vigueur correspondant à un poids jusqu'à 100 grammes et libellée au nom et à l'adresse du candidat, doit être adressée par voie postale en recommandé simple.</p>	
<p>Le dossier d'inscription au concours dûment complété devra être renvoyé par voie postale en recommandé simple au plus tard le 10 novembre 2021 avant minuit, le cachet de la poste faisant foi.</p>	

Fait à, le

Signature

- (1) Rayer la mention inutile.
(2) Aucune modification de cette adresse ne pouvant être prise en compte, les candidats sont invités à s'assurer, le cas échéant, de la réexpédition de leur courrier.

Arrêtés du 29 novembre 2021 fixant au titre de l'année 2022 le nombre de postes offerts aux examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle

4 décembre 2021

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 70 sur 158

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Arrêté du 29 novembre 2021 fixant au titre de l'année 2022 le nombre de postes offerts à l'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure

NOR : ESRH2134486A

Par arrêté de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en date du 29 novembre 2021, le nombre de postes offerts au titre de l'année 2022 à l'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure est fixé à 32.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Arrêté du 29 novembre 2021 fixant au titre de l'année 2022 le nombre de postes offerts à l'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle

NOR : ESRH2135390A

Par arrêté de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en date du 29 novembre 2021, le nombre de postes offerts au titre de l'année 2022 à l'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle est fixé à 33.

Arrêtés du 25 octobre et du 17 novembre 2021 portant nomination des jurys des examens professionnels pour l'avancement aux grades de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et de classe exceptionnelle, au titre de l'année 2022



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Secrétariat général
Direction générale des ressources humaines
Sous-direction du recrutement

La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

Vu l'arrêté du 1er février 2012 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle ;

Vu l'arrêté du 1er février 2012 fixant les conditions d'organisation et la composition du jury des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle ;

Vu l'arrêté du 11 août 2021 autorisant, au titre de l'année 2022, l'ouverture d'un examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure ;

Vu les propositions du président du jury ;

ARRETE

Article 1 : Le jury de l'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure est composé comme suit pour la session 2022 :

Président

M. Olivier CAUDRON
Inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche

Académie de PARIS

Vice-Présidente

Mme Stéphanie GROUDIEV
Conservatrice générale des bibliothèques

Académie de CRETEIL

Membres du jury

Mme Agathe BAEHELEN
Bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle

Académie de PARIS

M. Jean-Christophe BROCHARD
Conservateur en chef des bibliothèques

Académie de REIMS

M. David JOHANNY
Bibliothécaire

Académie d'ORLEANS-TOURS

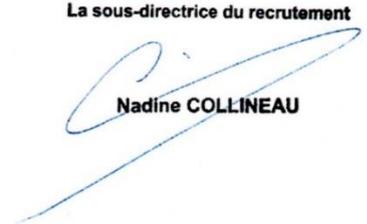
Mme Mauricette ORFIN
Bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle

Académie de PARIS

Article 2 : Le directeur général des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 25 octobre 2021

La sous-directrice du recrutement


Nadine COLLINEAU



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Secrétariat général
Direction générale des ressources humaines
Sous-direction du recrutement

La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

Vu l'arrêté du 1er février 2012 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle ;

Vu l'arrêté du 1er février 2012 fixant les conditions d'organisation et la composition du jury des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle ;

Vu l'arrêté du 11 août 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle ;

Vu les propositions de la présidente du jury,

ARRETE

Article 1 : Le jury de l'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle est composé comme suit pour la session 2022 :

Présidente

Mme Odile GRANDET
Inspectrice générale de l'éducation, du sport et de la recherche

Académie de PARIS

Vice-Président

M. Thierry GROGNET
Inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche

Académie de PARIS

Membres du jury

Mme Nathalie BAILLY
Bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle

Académie de VERSAILLES

M. Jean-Louis BARAGGIOLI
Conservateur général des bibliothèques

Académie de PARIS

Mme Bénédicte BOUIN
Bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle

Académie de VERSAILLES

M. Frédéric DESTRAC
Bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle

Académie de CLERMONT-FERRAND

M. Trevor GARCIA
Conservateur des bibliothèques

Académie de CRETEIL

Mme Clélia GUILLEMOT
Bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle

Académie de PARIS

M. Timothée HULIN
Conservateur des bibliothèques

Académie de PARIS

Mme Laurence JONARD
Bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle

Académie de VERSAILLES

Mme Laurence LEEMPUT
Bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle

Académie de VERSAILLES

Mme Esther MARINI
Bibliothécaire assistante spécialisée de classe exceptionnelle

Académie de STRASBOURG

Mme Sophie MARTIN
Conservatrice des bibliothèques

Académie de PARIS

M. François ROUYER-GAYETTE
Conservateur général des bibliothèques

Académie de PARIS

Article 2 : Le directeur général des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 17 novembre 2021

La sous-directrice du recrutement



Nadine COLLINEAU